



**Monsieur Michel SAPIN**  
**Ministre du travail, de l'Emploi, de la Formation**  
**professionnelle et du Dialogue social**  
127, rue de Grenelle  
75007 PARIS 07 SP

Paris, le 16 octobre 2012

Réf. : JCM/SL/DD

Objet : **Allocation Equivalent Retraite**

Monsieur le Ministre,

Depuis plusieurs années, Force Ouvrière sollicite l'Etat afin d'obtenir le rétablissement de l'Allocation Equivalent Retraite. La suppression de l'AER était actée dans la loi de finance 2009. Force Ouvrière a obtenu sa prolongation jusqu'à fin 2010.

Elle a été remplacée par l'Allocation Transitoire de Solidarité. Or l'ATS ne vise que les demandeurs d'emploi nés entre le 01 janvier 1951 et le 31 décembre 1953. Cette allocation a pour véritable vocation de combler les lacunes de la réforme des retraites pour cette tranche d'âge de demandeurs d'emploi, initiée sous le précédent gouvernement. Cette allocation ne répond pas totalement aux besoins précédemment couverts par l'AER. En outre cette allocation sera éteinte au 31 décembre 2014.

L'urgence sociale que Force Ouvrière évoquait lors de ces précédentes sollicitations est toujours d'actualité. Pour Force Ouvrière, le maintien d'un dispositif, comme celui de l'Allocation Equivalent retraite, est une nécessité pour plusieurs milliers de salariés privés d'emploi.

En effet, les demandeurs d'emploi en fin de droits, pouvant bénéficier de l'allocation équivalent retraite, sont des salariés qui ont acquis le nombre de trimestres suffisants afin de pouvoir liquider une retraite à taux plein. Or, ils n'ont pas l'âge minimum pour faire valoir leur droit à la retraite. Ce sont donc des salariés qui ont travaillé toute leur vie, et souvent dès le plus jeune âge, avant de connaître une période de chômage en fin de carrière.

De plus, ces salariés ont plus de 55 ans. Ils sont les plus touchés avec les jeunes par le chômage de longue durée. Ainsi, pour ces demandeurs d'emploi la perspective de pouvoir retrouver un emploi est très faible, voire nulle. La suppression de l'AER pousse des dizaines de milliers de demandeurs d'emploi dans une très grande précarité avec pour seule ressource, l'allocation spécifique de solidarité pour ceux qui pourraient y accéder, alors même que ces salariés privés d'emploi ont cotisé le nombre de trimestre minimum pour pouvoir liquider une retraite à taux plein. Force Ouvrière estime donc que la situation de très grande précarité, que vit cette catégorie de demandeurs d'emploi, nécessite une réponse urgente. Il s'agit pour nous d'une question de justice sociale et de dignité des personnes. C'est pour l'ensemble de ces raisons, que Force Ouvrière vous sollicite, Monsieur le Ministre, afin d'obtenir le rétablissement de l'Allocation Equivalent Retraite.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre considération distinguée.

**Jean-Claude MAILLY**  
Secrétaire Général

**Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE**

141, avenue du Maine - 75680 PARIS Cedex 14

Téléphone : 01 40 52 82 00 - Télécopie : 01 40 52 82 02

**w w w . f o r c e - o u v r i e r e . f r**

SIRET : 784 578 247 00040 - Code APE : 9420 Z